

L'HISTOIRE MILITAIRE COMME « HISTOIRE CROISÉE »

**L'interaction entre la France et l'Allemagne
dans le domaine de l'armement
de la première guerre mondiale à nos jours : un résumé**

JÖRG ECHTERNKAMP ET STEFAN MARTENS

À la fin de cette journée d'études consacrée à l'histoire des relations franco-allemandes en matière d'armement au XX^e siècle, quel est le bilan ?

La deuxième moitié du XIX^e siècle a été marquée par la confrontation entre la France et l'Allemagne due à la guerre de 1870/71. Avec l'industrialisation et le progrès scientifique - notamment dans le domaine de l'acier et de la chimie - les laboratoires ainsi que les sites de production des armes et des munitions deviennent de nouveaux champs de batailles. La professionnalisation des sciences et leur mainmise par l'industrie de l'armement sont déjà bien lancées lorsqu'éclate la première guerre mondiale. La guerre n'est pas à l'origine de l'innovation technique, mais du côté des Allemands aussi bien que de celui des Alliés, il joue le rôle du moteur qui favorise l'exploitation à tout prix et à une large échelle des inventions susceptibles de faire pencher la balance en faveur de leur camp.

La coopération entre civils et militaires prend encore une autre dimension lors de la seconde guerre mondiale. La place de la France dans la stratégie allemande du lancement des armes de représailles (*Vergeltungswaffen*, V1 et V2) montre bien, non seulement le nouveau seuil technique atteint, mais aussi l'autre visage d'une guerre déshumanisée. Fascinés par la perspective de pouvoir réaliser leurs rêves, un grand nombre de techniciens et de scientifiques sont disposés à prêter main-forte au régime. Rares sont ceux qui essayent de s'abstenir lorsqu'ils s'aperçoivent de la misère dont ils sont la cause : les destructions et les souffrances des victimes mais surtout les conditions de vie des travailleurs forcés. Et si on s'en aperçoit, on préfère, dans le milieu des industriels et des scientifiques comme dans le reste de la société allemande, se taire et s'arranger avec la situation pour survivre à cet enfer.

Vu les séquelles dues à la guerre, il est surprenant de constater que la renaissance des relations entre la France et l'Allemagne commence dès la fin des hostilités en 1945. Cherchant à profiter du savoir-faire des meilleurs spécialistes, les Français - comme les Américains et les Soviétiques d'ailleurs - n'hésitaient pas à s'assurer des services offerts par des Allemands. Pour combler les pertes subies pendant l'Occupation, la France

n'avait aucun intérêt à faire la guerre contre des scientifiques allemands. La création de l'*Institut Saint-Louis* dans le domaine de la balistique, ainsi que le recrutement d'ingénieurs allemands pour la conception du premier moteur à réaction français dans l'enceinte de la futur SNECMA, ne sont que deux exemples illustrant la part de l'apport allemand pour la relance de l'industrie française d'armement après 1945.

Du côté allemand, on retrouve cette même réflexion seulement quelques années plus tard, au début des années cinquante. Dans la perspective d'une reconstruction, et de ses usines, et de son image, les industriels d'Outre-Rhin n'ont jamais hésité à établir une coopération étroite dans le domaine de la technologie de pointe avec leurs homologues français. La réussite de leur coopération et le chemin parcouru ensemble dans ce domaine dès le milieu des années cinquante illustrent bien le changement d'esprit qui anime aujourd'hui les relations entre la France et l'Allemagne, aussi bien du point de vue politique que dans le domaine économique et militaire.

Cela montre à quel point les historiens militaires doivent prendre en compte de nombreux domaines quand ils veulent étudier l'histoire de la production d'armes et d'équipements lourds et qu'ils veulent en tirer des enseignements pour une histoire des relations franco-allemandes. Si l'on pense, en matière d'histoire militaire, aux guerres qui ont marqué l'histoire des deux pays, l'histoire des relations révèle une large palette d'interactions. L'objectif d'intégrer l'autre pays dans l'histoire militaire du pays concerné peut être atteint de différentes manières. La question de l'équipement militaire a moins servi à opérer une comparaison systématique (par exemple de la production de chars, de canons ou de navires de guerre, de l'usage de pistolets et de fusils, du rôle des armes ABC) qu'à chercher des points de rapprochement entre Français et Allemands. Ces angles de vue différents permettent d'interroger l'intrication temporaire des deux histoires nationales dans un espace et un temps définis.

La question de l'équipement touche - comment pourrait-il en être autrement? - les histoires de l'économie, de la technique et de l'entreprise. Les aspects sociaux, culturels et d'histoire quotidienne jouent également un rôle si l'on doit analyser la production des armes du point de vue des travailleurs concernés, ainsi que les relations quotidiennes et les perceptions réciproques. Les contributions de ce volume montrent la diversité thématique que permet une telle problématisation. On traite ici du champ de polarisation entre la rivalité économique en matière de production militaire et la coopération, du transfert scientifique volontaire ou contraint, de la participation coopérative ou unilatérale, du coup d'œil furtif jeté sur le savoir-faire de l'ennemi à l'espionnage. Au centre de tout cela, il n'y a pas la confrontation ou la juxtaposition, mais le rapport comme parenthèse dans une histoire franco-allemande de l'armement qui, en outre, prend en compte la perspective européenne dans son ensemble.

La participation au savoir-faire de l'autre constitue un champ central sur lequel se déroulèrent des rapports réciproques. La guerre comme phénomène transnational par excellence crée au XX^e siècle un cadre pour des rapports divers. La propagation du conflit à l'ensemble de la société sous le signe de la « guerre totale », ainsi que la conduite de la guerre qui devient de plus en plus une science en soi, créent des surfaces de contact plus nombreuses. La science a également acquis, avec le progrès des lumières militaires, une nouvelle signification, comme le montre l'exemple des tests subis par des armes allemandes de la part d'officines françaises pendant la première guerre mondiale (Patrice BRET). Peu avant le début de la guerre de 1914-1918, on a tenté en France de surmonter les rivalités entre les centres de recherche militaires et civils qui manquaient de coordination depuis longtemps et qui, en comparaison avec l'Allemagne, étaient inefficaces. On leur confia de plus en plus fréquemment des missions d'expertise touchant au matériel ennemi. L'intérêt des laboratoires français ne se limita pas au gaz de combat, mais s'étendit à tous les types d'armes et de munitions, de l'infanterie jusqu'à l'artillerie lourde.

Cette évolution éclaire un aspect jusqu'alors méconnu de la mobilisation scientifique de guerre. En raison de l'étendue de ces activités, ces expertises, qui, touchant les explosifs (LMCVP), les métaux et les graisses (LSTA), avaient d'abord été confiées aux laboratoires civils et militaires spécialisés de Paris, furent étendus à tout le pays. Au-delà de cette évaluation du matériel allemand, des informations sur l'état des produits allemands en général devaient être réunies. La science de guerre contribua ainsi, d'un côté à l'amélioration de la force offensive et défensive française, et, d'un autre côté, cette attention portée à la production de l'ennemi a eu des conséquences pour la recherche française, notamment sur son organisation. À court terme, cette expertise eut des conséquences négatives sur la recherche française. À plus long terme, cependant, la fonction des laboratoires de recherche put être redéfinie : grâce à leur niveau scientifique acquis, ils purent gagner en indépendance par rapport à l'armée et s'ouvrir à la recherche universitaire.

Une autre possibilité, moins secrète, de participer du savoir de l'ennemi en matière d'armement fut ouverte après la guerre, dans une constellation asymétrique. Un État qui a perdu une guerre peut être contraint de livrer à l'ennemi d'alors une connaissance technique utilisable, notamment en matière d'armement. Les relations franco-allemandes dans ce domaine, après 1945, furent ainsi un transfert technologique forcé (Olivier HUWART). Alors que la France jouissait, au début de la guerre, d'une belle réputation, son retard devint manifeste à la fin de l'occupation allemande, à l'été 1944 : c'est ainsi que l'on commença à acquérir les machines, matières premières et résultats scientifiques du voisin. Des experts français confisquèrent des archives industrielles allemandes, comme celles de *Messerschmidt*, cherchèrent des sous-marins dans le lac de Constance et

occupèrent des laboratoires de recherche. Le Chef du Gouvernement provisoire français, de Gaulle, ordonna en septembre 1945 que les chercheurs allemands travailleraient en France, tandis que recherche et production étaient interdites dans l'Allemagne occupée. La saisie de documents techniques, l'observation du matériel militaire et, enfin, l'acquisition de scientifiques allemands : voilà les trois voies les plus empruntées par le transfert technologique germano-français dans la seconde moitié des années 1940. Plus tard, des institutions de recherche binationales se développeraient à partir de ces projets communs. Dans cette mesure, le partenaire allemand contribua, *volens nolens*, au développement de l'industrie militaire française d'après-guerre.

Un exemple particulièrement marquant de cette institutionnalisation de la coopération technique en matière d'armement est l'*Institut Saint-Louis* (Ansbert BAUMANN). L'institut de balistique de l'académie technique de la *Luftwaffe* avait été créé par les nazis, puis transféré de Berlin vers Biberach an der Riss, avant d'être occupé par les Français. En raison du grand intérêt manifesté par les Français pour la recherche fondamentale allemande en matière de balistique, le personnel scientifique qui travaillait avec Hubert Schardin fut récupéré du jour au lendemain : le même personnel, qui avait travaillé pour les nazis fut désormais employé par le gouvernement français. Ces scientifiques furent requis de travailler pour la France dans un laboratoire créé à Saint-Louis, en Alsace, le 1^{er} août 1945. Quand l'Allemagne devint l'alliée de la France au sein de l'OTAN, on ne put plus justifier l'existence d'un laboratoire où travaillaient des spécialistes allemands pour l'intérêt exclusif de la défense française. Une nouvelle solution dut être trouvée : le 31 mars 1958, trois ans tout juste après l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN, Franz-Joseph Strauss et Jacques Chaban-Delmas fondèrent officiellement l'ISL en tant qu'institut franco-allemand.

Le transfert scientifique n'a pas été unilatéral. Ce ne sont pas seulement les Français qui ont été les bénéficiaires de la compétence allemande : les Allemands ont également profité, pendant la décennie qui a suivi la fin de la guerre, de la technique française en matière d'armement (Dieter KOLLMER). La coopération des années 1953-1973 se décompose en trois phases : l'acquisition de matériel lourd, entre autres français, a bénéficié dans les années cinquante, non seulement à la *Bundeswehr*, mais également à l'équilibrage des excédents commerciaux à l'exportation. À partir du début des années soixante, la situation économique a dû au contraire être stabilisée par la construction d'une industrie d'armement nationale, de telle sorte que ne put désormais être importé que l'armement qui ne pouvait pas être produit en Allemagne. Au début des années soixante-dix, la coopération a été renforcée parce que les efforts multinationaux en matière d'armement étaient considérés plus économiques que les projets uniquement nationaux. Les expériences de ces projets ont conduit à la troisième phase, pendant laquelle la République fédérale a développé une intense coopération,

entre autres avec la France. L'acquisition de matériel militaire dans l'Allemagne de l'après-guerre, de même que la coopération avec des États amis, est grandement liée à des facteurs macroéconomiques et financiers. Aujourd'hui, les résultats de cette coopération longue de quelques décennies ne sont significatifs que dans les domaines de l'aviation et de l'exploration spatiale. La coopération entre les deux pays dans les domaines de l'économie et de la sécurité a contribué de manière décisive à l'unification de l'Europe. Enfin, l'Allemagne et la France ont développé après la guerre une coopération pragmatique, parfois très efficace, dont les résultats ont été une confiance grandissante et une production couronnée de succès en matière d'aviation civile (EADS).

On peut tirer un bilan également positif de la coopération franco-allemande en matière de construction de moteurs cryotechniques pour les fusées (Christophe ROTHMUND). Le partage des coûts et des savoirs pendant vingt-cinq ans a conduit, en dépit de difficultés culturelles et linguistiques, à des résultats comme la fusée *Ariane*. Une chose est certaine : le transfert technologique a édifié un pont entre l'Allemagne et la France, en temps de guerre comme en temps de paix. Le partage d'un savoir-faire technique, qu'il fût secret, contraint ou coopératif, décrit un champ où les intrications technologiques, personnelles et institutionnelles des deux États sont observables.

Le résultat de recherches sur la technique de l'armement ne se limite pas à la question du transfert des savoirs. Si l'on regarde autre chose que les experts et si l'on quitte les laboratoires pour considérer les milieux sociaux touchés par la production d'armement, on se rend compte qu'il existe des points de contact. C'est vrai pour la construction de lanceurs allemands dans la France occupée, à laquelle ont participé des travailleurs et des entreprises français (Maud JARRY). La France a joué un rôle dans l'histoire des bombes volantes V1 (*Fi 103*) et de la première fusée du monde V2 (A4), conçues comme des armes de représailles (*Vergeltungswaffen*). Ces armes comptaient au nombre des armes secrètes d'Hitler. Elles ont eu pour fonction spécifique d'être utilisées comme mesures de représailles après le bombardement anglais et britannique des cités allemandes. Ces attaques qui visaient les bassins de population allemands avaient pour objectif de détruire l'industrie ainsi que le moral des Allemands. Les côtes de la Manche ont revêtu une signification particulière dans le lancement des V1 et des V2 contre Londres, en raison de la faible distance avec l'objectif (250-300 km). La collaboration de la France dans ce domaine est cependant moins connue. Outre l'aspect géographique, elle a joué un rôle dans cette entreprise : économiquement, dans le cadre de la collaboration des *Bâtiments et travaux publics* (BTP) avec l'*Organisation Todt* (OT) ; socialement, avec la mise à disposition de travailleurs, volontaires d'abord, puis dans le cadre du *Service du travail obligatoire* (STO), enfin des travailleurs forcés ; militairement et policièrement, à travers les tâches que les Allemands confièrent

aux gendarmes dans les zones où ces rampes de lancement furent construites. D'un autre côté, la participation de la France a permis aux alliés de recueillir plus d'informations sur ces nouvelles armes, et d'agir en conséquence pour affaiblir leur portée.

Ces sondages dans l'histoire de l'armement français et allemand montrent une chose : il est utile d'étudier l'histoire militaire sous le jour de la coopération et d'investir dans les passés nationaux le concept français d'histoire croisée, afin de trouver des points de comparaison et des intrications en matière d'armement au cours du xx^e siècle. Il faut pour cela varier la profondeur de champ et considérer les individus, aussi bien que les groupes et les institutions. Les relations entre collaboration et espionnage, l'attitude des scientifiques par rapport au politique et la prise en charge politique des institutions scientifiques, sont ainsi révélées dans leur dimension franco-allemande.

La traduction a été réalisée par Johann Chapoutot

Le Cahier n° 33 du CEHD rassemble les actes de la 3^e rencontre franco-allemande consacrée aux relations entre les deux pays en matière d'armement au cours du xx^e siècle. Elle s'est déroulée le 12 mai 2006 en coopération avec l'Institut historique allemand de Paris (IHA) qui accueillait le séminaire dans ses locaux, et le *Militärgeschichtliches Forschungsamt (MGFA)* de Potsdam.

En ce qui concerne le xx^e siècle, cet aspect spécifique des relations franco-allemandes se décline en trois temps. Il y eut d'abord un rapport de rivalité, caractéristique d'une période de tension prélude aux deux guerres mondiales ; puis, un rapport de collaboration, volontaire ou non, lors de la seconde guerre mondiale ; et enfin, depuis les années 50, une relation de coopération.

La thématique de cette rencontre exigeait une approche historique multiple, développant des aspects techniques, économiques, politiques et sociaux, approche qui fait apparaître, dans sa dimension franco-allemande, toute la complexité des relations entre le monde scientifique et le pouvoir politique.